

Conjoncture agricole

Une amélioration des marchés globalement insuffisante en élevage. Des productions végétales spécialisées, céréalières et fourragères malmenées par l'adversité climatique (gel, sécheresse).

Alors que les cours des grandes cultures oscillent au gré de l'adversité climatique, les fondamentaux demeurent lourds pour les principales cultures à l'échelle mondiale.

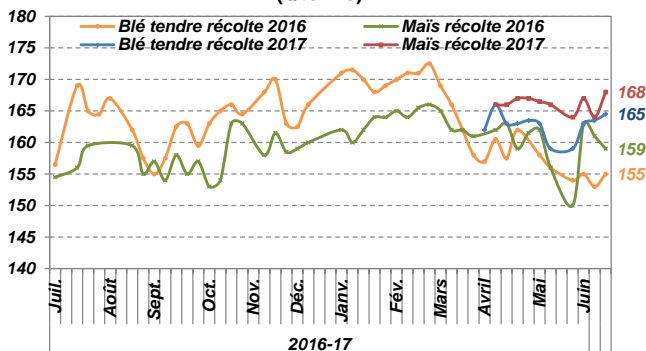
En lait de vache, le prix payé au producteur progresse mais ne prend pas encore suffisamment en compte les coûts de production. Après avoir subi plusieurs années de crise, la collecte de lait de chèvre peine à se redresser. En viande bovine, les cours se reprennent sans parvenir à un niveau suffisamment rémunérateur. La production ovine régionale parvient à se stabiliser mais dans un environnement toujours difficile. L'embellie survenue sur le marché du porc en 2016 se poursuit en 2017 sous l'impulsion d'une offre européenne plus limitée et d'une demande encore présente à l'export. Enfin, la filière volaille poursuit des tendances antérieures caractérisées par le dynamisme de la consommation de poulet et dans le même temps la hausse des importations de poulet en provenance de l'UE.

Dans le domaine du végétal spécialisé, la récolte 2017 sera affectée par les épisodes de gel du mois d'avril dernier en arboriculture et en viticulture. En horticulture et pépinières, le printemps a été mitigé mais des signaux sont positifs et encourageants. Enfin, en cultures légumières, après des difficultés de production cet hiver, le temps plus clément au printemps a favorisé le retour de l'offre qui, par la suite, a été perturbée par les gelées. La précocité du temps estival a également stimulé la consommation des légumes d'été avant la saison.

Grandes cultures : cours soumis à l'adversité climatique

Céréales : la sécheresse Outre-Atlantique et en France entraîne une hausse des cours

Cotations des céréales à la Pallice
(€/tonne)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : La Dépêche

En Pays de la Loire, les surfaces de céréales à paille sont attendues en baisse de 2 % à 588 000 ha, tandis que les surfaces de maïs grain gagneraient 15 % à 129 000 ha. Les conditions de cultures, étaient jugées satisfaisantes jusqu'ici, en dépit du déficit hydrique et du gel printaniers (selon CéréObs, 76 % des blés tendres, 81 % des orges d'hiver et 88 % des maïs étaient dans de bonnes à excellentes conditions la

semaine se terminant le 19 juin). Elles se sont dégradées avec l'épisode caniculaire qui s'est mis en place depuis.

Plus largement en France, le potentiel de rendement pourrait être affecté tant en céréales à paille qu'en maïs si la sécheresse persiste. Les cultures espagnoles sont soumises aux mêmes conditions. Ailleurs en Europe, la situation est plus enviable, notamment en Allemagne, en Pologne et au Royaume-Uni où les cultures ont reçu des pluies bénéfiques.

Les cours sont restés sur une tendance baissière depuis début mars, malgré la maigre récolte française de 2016. La pression, exercée par les disponibilités mondiales abondantes et des prévisions de récoltes encore confortables en 2017, notamment en zone Mer Noire en blé et au Brésil en maïs, a été forte. De plus, l'évolution haussière de l'euro n'a pas été favorable aux exportations européennes et le repli des cours du pétrole reste un frein au redressement des cours. Des conditions météorologiques adverses à la mi-juin tant aux Etats-Unis qu'en France ont cependant provoqué une remontée des cours à Chicago, sur Euronext et sur les marchés physiques. Mais l'arrivée de pluies sur les Plaines du Nord des Etats-Unis et des

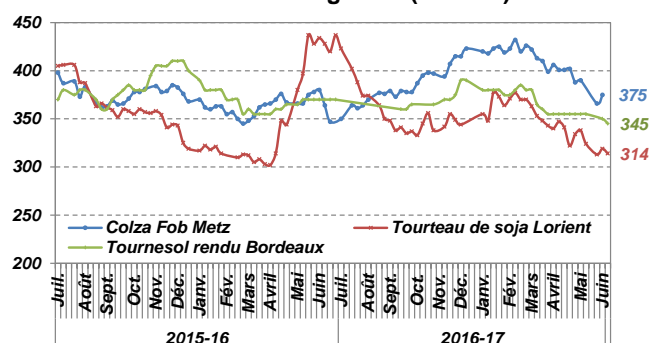
prévisions de retour à un temps plus clément en France ont mis fin (provisoirement ?) aux craintes des opérateurs et dans le même temps à la hausse des cours.

Oléagineux : entre pression du complexe soja et du marché du pétrole et effets de l'adversité climatique

Alors que la prochaine récolte de colza-canola est annoncée à la hausse à l'échelle mondiale, des doutes persistent sur le niveau des rendements du colza en Europe en raison des conditions climatiques adverses. En France, s'ajoute à cette situation un recul des surfaces d'au moins 7 % par rapport à 2016. Le marché du colza oscille entre ces éléments de soutien et la pression du marché du soja dont les disponibilités mondiales continuent de progresser au cours de la prochaine campagne. Ces perspectives restent néanmoins conditionnées par le bon développement des cultures aux Etats-Unis cet été et

en Amérique latine en début d'année prochaine. Le marché du colza subit également la pression du marché du pétrole au plus bas depuis sept mois en raison du dynamisme de la production étasunienne de pétrole.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : des prix stables en mars et avril après une remontée engagée en octobre

Après plusieurs mois de repli en 2016, le prix des intrants (mesuré par l'Ipampa pour les biens et services de consommation courante) a connu une progression entre octobre 2016 et février 2017, pour se stabiliser ensuite.

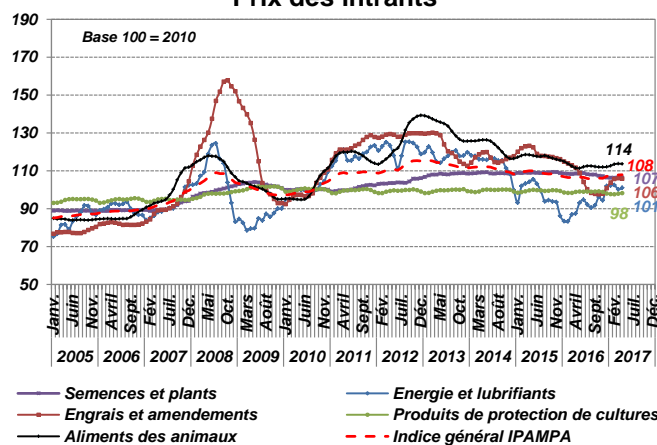
Cette évolution a suivi celle du prix de l'énergie (+15,5 % depuis octobre 2016).

En avril 2017, le coût des intrants en Pays de la Loire dépasse de 1,6 % son niveau de l'année précédente. Les engrais sont moins chers qu'il y a un an (-5 %), et les aliments du bétail un peu plus (+2 %).

Côté volume, la production nationale d'aliments composés s'est réduite de 6,4 % en un an, compte tenu du contexte difficile pour l'élevage. Ce sont les fabrications d'aliments pour vaches laitières qui ont le plus fortement baissé (-8 %) par suite du recul de la collecte, mais cette baisse a également affecté le porc (-6,6 % sur un an) et la volaille (-5,8 %). Sur les quatre premiers mois de l'année 2017, on note par contre une baisse beaucoup plus modérée des

fabrications d'aliments (-1 %), avec même une reprise de la demande en aliments composés pour bovins, et une progression de 1,6 % pour les poulets de chair.

Prix des intrants



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : INSEE

Lait de vache : vers une amélioration des prix au second semestre dans un contexte de frémissement de la demande au plan international

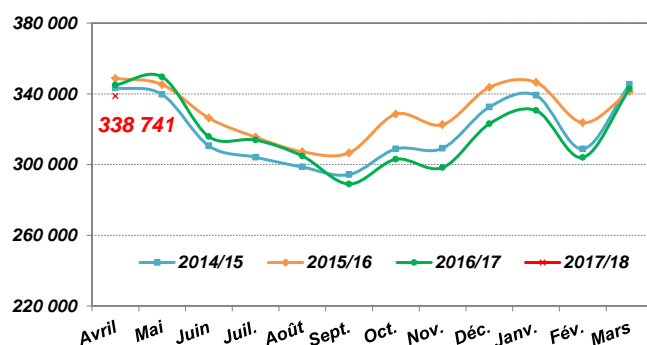
Volume : toujours en retrait sur le début de campagne en France et en Europe

Après une diminution de 3,4 % sur la campagne 2016/17, la collecte laitière régionale est toujours en repli en avril 2017 (-1,8 %/2016).

En France, la campagne laitière s'est soldée par un recul de 4 % des volumes, alors qu'au plan européen, la baisse a été plus limitée : -1,8 %.

En effet, la progression de la collecte aux Pays-Bas (+2,1 %) et en Pologne (+1 %) ainsi qu'en Irlande (+2 %) a compensé en partie le recul des volumes chez les premiers producteurs européens (Allemagne : -3 %, France : -4 % et Royaume-Uni : -5,3 %).

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



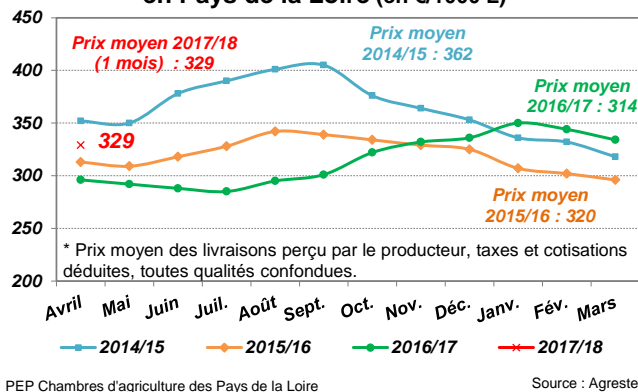
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : Agreste

En ce début de campagne 2017/18, la collecte reste ralentie en Allemagne (-3,5 % en avril-mai 2016) ainsi qu'en France (-2 % en avril ; -4 % en mai), notamment en lien avec des conditions climatiques médiocres au printemps. Les Pays-Bas sont quant à eux contraints par de nouvelles règles environnementales (phosphates) et la collecte a légèrement fléchi en avril (-0,4 % / 2016).

La production laitière reste par contre toujours dynamique en Pologne et en Irlande (respectivement +4 % et +13 % en avril comparé à l'année précédente), si bien que la collecte européenne pourrait connaître une croissance faible en 2017/18, de l'ordre de 0,2 à 0,4 % selon l'Idele.

Prix payé au producteur: 314 €/t en moyenne régionale sur la campagne 2016/17

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



Après une plongée jusqu'à 285 €/t en juillet 2016, le prix du lait payé au producteur en Pays de la Loire a connu une reprise très lente, jusqu'à atteindre 350 €/t en janvier 2017 pour redescendre ensuite. Sur la campagne, le prix moyen s'est établi à 314 €/t contre 320 €/t l'année précédente, déjà impactée par la crise.

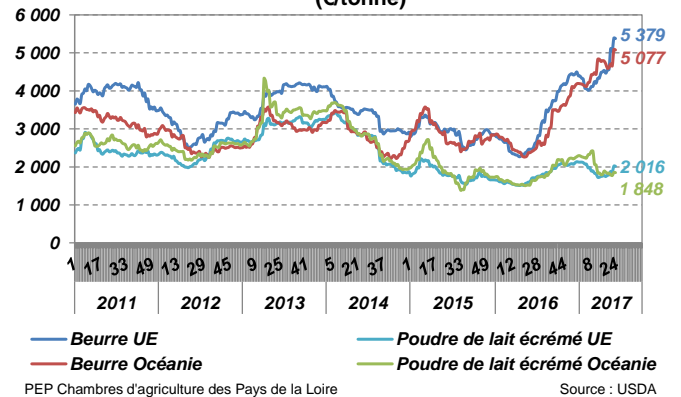
Ce bas niveau des cours résulte principalement de la pression du prix de la poudre maigre échangée sur le marché mondial, qui ne parvient pas à décoller du prix d'intervention compte tenu des stocks européens

très lourds: 409 000 t (dont 350 000 t à l'intervention). A l'inverse, le prix du beurre atteint des sommets en raison de la pénurie mondiale (baisse de la production en Nouvelle-Zélande et en Europe) mais nos stocks sont insuffisants pour en profiter à l'export.

Une éclaircie est-elle possible dans les mois à venir ? Deux facteurs vont jouer positivement : la demande en poudre maigre semble reprendre depuis mars vers la Chine, le Mexique, l'Algérie (échanges en hausse de 11 %, mais sur des volumes modestes) de même que la demande en fromages. Par ailleurs, la grille de saisonnalité aura également un impact positif à partir de juin.

L'équilibre offre demande semble être globalement de retour à l'échelle mondiale avec un bon niveau de production aux USA, compensé par une tendance baissière en Australie et en Amérique du sud, alors qu'on s'achemine vers une relative stabilité en Europe et en Nouvelle Zélande.

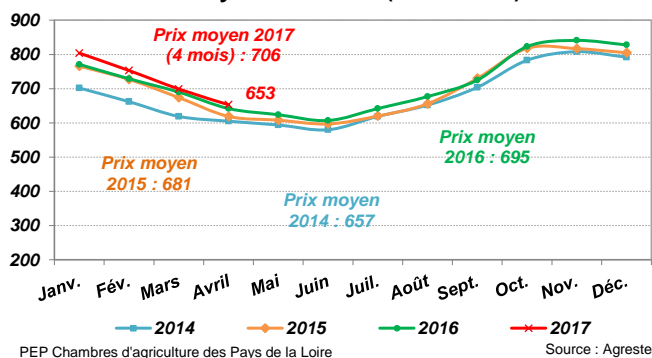
Cours mondiaux des produits laitiers (€/tonne)



Sur le marché français, les transformateurs veillent à maîtriser les volumes produits, et les agriculteurs font pression pour obtenir des avancées au niveau des prix pratiqués par les grandes surfaces afin qu'ils prennent mieux en compte leurs coûts de production (en référence à la loi Sapin 2).

Lait de chèvre : une collecte en net retrait début 2017

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



Après avoir subi plusieurs années de crise, la collecte française de lait de chèvre peine à se redresser. L'augmentation modeste observée en 2016 est

stoppée par un recul du cheptel et une mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2016. Ainsi, sur le premier trimestre 2017, la collecte française chute de 7 %. En Pays de la Loire, sur les quatre premiers mois, la baisse atteint 5,6 %.

Le prix du lait de chèvre poursuit sa progression (hausse du prix de base et amélioration de la composition).

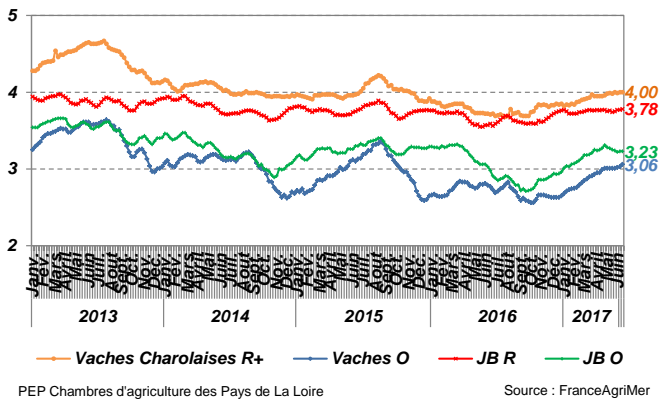
Les importations seraient en diminution sur ce début d'année. Les fabrications de fromages sont évaluées en légère baisse.

Le marché reste bien orienté : face à un marché des fromages de chèvre arrivé à maturité (croissance modérée), les ventes de lait de consommation et d'ultra frais croissent fortement (respectivement +9 % et 30 % sur le premier trimestre 2017).

L'enjeu majeur pour cette filière reste le renouvellement des éleveurs.

Viande bovine : des cours en progression mais insuffisants

Cotations régionales gros bovins
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (en €/kg)



Jeunes bovins : recul des sorties boucherie

Les sorties boucherie des jeunes bovins poursuivent leur recul en Pays de la Loire. De janvier à avril, elles baissent de 4 % pour les jeunes bovins allaitants de 14 à 24 mois et de 7 % pour les jeunes bovins laitiers de 8 à 24 mois. Les cours des JB U et R se maintiennent depuis le début de l'année, ils s'établissent à respectivement 3,96 et 3,78 €/kg en semaine 24, en progression de l'ordre de 5 % par rapport à 2016, mais encore inférieurs aux prix de 2013. La fluidité de l'offre soutient les prix sur les principales places européennes. Les JB O connaissent par contre une dégradation depuis plusieurs semaines pour atteindre 3,23 €/kg en semaine 24 en raison d'abattages plus soutenus à l'échelle nationale. En raison d'une demande plus atone chez les principaux clients de la France, les exportations de jeunes bovins ont marqué le pas au cours du premier trimestre 2017 (-4 % par rapport à 2016).

Femelles : un marché plus fluide qu'en 2016

Le prix des femelles suivent leur hausse saisonnière. Le marché est moins encombré que l'année dernière, mais encore sous pression pour les femelles

allaitantes selon l'Idèle. Alors que les sorties boucheries de réformes laitières reculent de 1 % de janvier à avril 2017 en Pays de la Loire, celles des réformes allaitantes progressent de plus de 5 %. Les cours des vaches R+ s'élèvent à 4,00 €/kg en semaine 24 (+5 % par rapport à 2016). Les effectifs ligériens des femelles allaitantes de plus de 24 mois sont en légère baisse de 1 % par rapport l'année dernière. Ceux des femelles laitières de plus de 24 mois se stabilisent. A travers différentes démarches, les éleveurs ont entamé il y a quelques mois un travail de segmentation de l'offre des femelles allaitantes pour à la fois améliorer la satisfaction du consommateur et la valorisation de la qualité produite par le producteur.

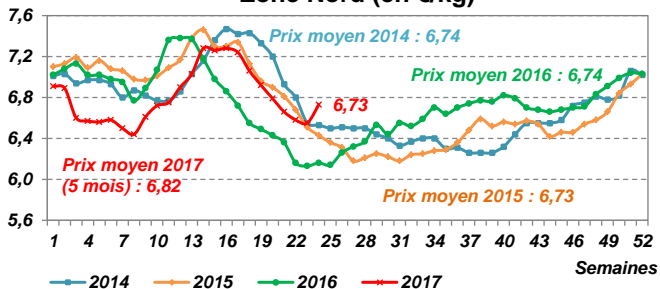
Hausse de la consommation de viande bovine en mai

Les achats de viande de bœuf par les ménages ont augmenté de façon significative en mai, de l'ordre de 3,6 % par rapport à 2016. La hausse est importante pour le piécé (+6,5 %) et le haché (entre 2,1 % et 4,5 % selon les catégories). En cumul depuis le début de l'année, la consommation baisse d'environ 1 % (de janvier à mi-mai) avec la même tendance de recul du piécé et de hausse du haché frais. Les actions de la profession visent également à répondre à ces évolutions structurelles de la consommation. En raison des disponibilités nationales en viande de femelle et de l'obligation d'étiquetage de l'origine sur les plats préparés, les importations poursuivent leur baisse.

En maigre, la demande européenne relativement dynamique (Italie), l'ouverture du marché israélien et la moindre concurrence des autres pays fournisseurs (orientés vers la Turquie) ont permis de soutenir les cours. En veaux de boucherie, les cotations ont bien résisté grâce au soutien des opérations du festival du veau et de la Pentecôte.

Viande ovine : la production parvient à se stabiliser dans un environnement toujours difficile

Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (en €/kg)



Avertissement :
A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changés (prix individualisés par typologie du lot)

Sur les quatre premiers mois de 2017, les abattages ovins sont annoncés en hausse de 1 %, (volume de

viande fourni), sans que cela ne vienne d'une décapitalisation forte en cheptel. L'année 2016 avait été marquée par une relocalisation de la production et cet élan se confirme donc en 2017. Plus encourageant encore : la baisse de la consommation se trouverait enrayée pour ce début d'année. En effet les importations se seraient stabilisées, alors que nos exportations sont signalées en léger recul, de l'ordre de 2 %.

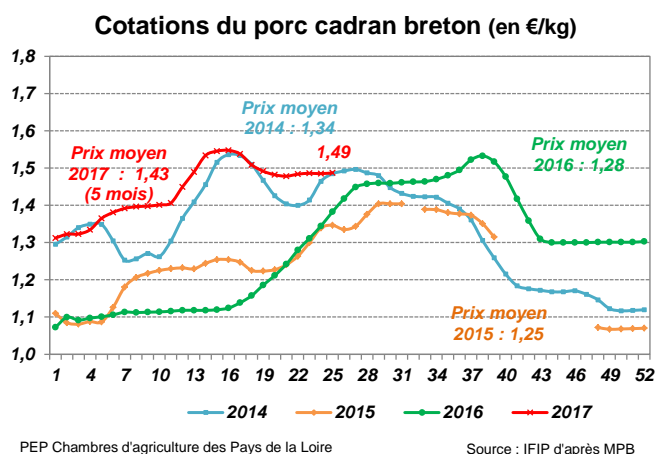
Ce premier bilan de l'année 2017 sur quatre mois était attendu car le décalage de date des fêtes pascales (27 mars en 2016 et 16 avril en 2017) a entraîné un report du pic de consommation d'un mois sur l'autre très significatif, soulignant au passage le caractère festif de la consommation d'agneaux par les français.

Tout irait pour le mieux si ce rééquilibrage n'avait pas été facilité par une baisse des prix de l'agneau de 2 à

3 % selon les catégories sur la même période. On a même atteint des baisses de plus de 5 % en février où les cours ont touché un point bas de quatre ans à cette période de l'année. Depuis le sommet de fin avril, les prix chutent à nouveau, mais pour l'instant, ne sont pas descendus aussi bas. Des facteurs de soutien sont apparus, comme la fête des pères, le début du ramadan, la sortie précoce des barbecues... Le soutien vient également d'un redressement des prix sur les marchés extérieurs. Les cotations britanniques qui donnent souvent la tendance montent car ils doivent intégrer la dévaluation de la

livre sterling. Mais le marché irlandais, en euros, indique une hausse de 5 % pour les agneaux de la nouvelle saison. Sur le plan mondial, la Nouvelle-Zélande voit sa production reculer et doit réduire ses exportations, surtout vers l'Union Européenne car la demande asiatique reste conséquente. C'est aussi un facteur de soutien des cours pour les mois à venir. Quant aux effets du Brexit, c'est toujours l'incertitude pour la filière. L'intérêt se porte actuellement sur le devenir de la frontière entre les deux Irlande. Restera-t-elle ouverte aux moutons ?

Viande porcine : un début d'année 2017 favorable aux éleveurs de porc

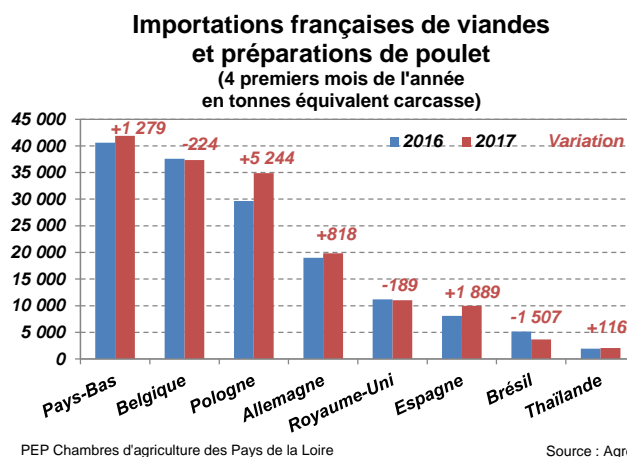


Dans la continuité de 2016, le premier semestre 2017 s'est révélé propice aux éleveurs porcins. Toutefois, les éléments de marché qui l'expliquent s'avèrent sensiblement différents de l'an passé. Sous l'impulsion d'une offre plus limitée, de stocks réduits et d'une demande à l'export encore soutenue mais moindre qu'en 2016, les prix ont progressé (1,485 €/kg en France en juin 2017). En effet, après quelques années économiques difficiles, l'offre se restreint dans l'UE avec des

divergences : croissance en Espagne et repli dans les autres pays. Sur 22 semaines, la production française fléchit de 4,5 % (Uniporc Ouest). Les exportations européennes très soutenues en 2016, avec presque la moitié des volumes vers la Chine, tendent à décroître : -2,8 % sur les quatre premiers mois 2017. Depuis mars, les importations chinoises ont fortement régressé (augmentation de leur production, prix en baisse, stocks importants). Elles restent dynamiques vers d'autres pays d'Asie. La concurrence s'amointrit avec l'Amérique du Nord (écart de prix UE-USA se réduit). Un point de vigilance à apporter à la consommation intérieure qui continue inexorablement de baisser : -2,7 % pour le porc frais hors élaborés (consommation des ménages janvier à mi-avril 2017), -1,2 % pour la charcuterie (notamment le jambon cuit) mais +1,8 % pour les élaborés. L'offre réduite et la demande intérieure estivale devraient porter le marché dans les mois à venir. La fin d'année dépendra du retour aux achats de la Chine. Quelques opportunités à noter : le marché mexicain (l'arrivée de Trump les inciterait à diversifier leurs partenaires) ; la demande en hausse pour les produits porcins différenciés (bio, SIQO...).

Volailles : poursuite des tendances antérieures en ce début d'année

L'année 2017 a débuté dans la continuité de 2016. La consommation calculée par bilan, au premier trimestre se maintient par rapport à 2016 grâce au dynamisme de la consommation de poulet qui augmente de 5,7 %. Comme souvent, les achats des ménages, cumulés au 16 avril, présentent une évolution différente : ils affichent un recul de 1,1 % par rapport à 2016 pour l'ensemble des volailles et une stabilité pour le poulet. Seuls les achats de produits élaborés et en particulier les produits panés, frais ou surgelés, sont en hausse. Sur les quatre premiers mois de l'année, l'activité d'abattage s'accroît en poulet (+2,1 % en France et +2,7 % en Pays de la Loire) mais elle recule dans les autres espèces. Dans le même temps, la hausse des importations de poulet en provenance de l'UE se poursuit. On note en particulier la progression des importations venant de Pologne, d'Espagne, des Pays-Bas (notre premier



fournisseur) et d'Allemagne. En revanche, les importations de pays tiers reculent. On peut y voir les répercussions de l'affaire de la viande avariée, mêlée

de corruption, qui a touché plusieurs industriels de la viande au Brésil et conduit à l'arrêt des importations dans l'UE de viande provenant des entreprises mises en cause. En difficultés financières, le géant brésilien JBS a d'ailleurs décidé de vendre sa filiale en Europe, Moy Park, dont un des deux sites français (Hénin-Beaumont), traite de la volaille. Du côté des exportations vers l'UE, la tendance est toujours à la hausse, mais la situation continue de se

dégrader dans le grand export (-6 %). Comme en 2016, un certain nombre de facteurs défavorables se sont exercés en ce début d'année : fermeture de certains pays aux produits français, ce qui ne devrait pas durer compte-tenu de la fin de l'épidémie, perte de revenu des pays producteurs de pétrole, hausse de l'euro qui affaiblit la compétitivité des volailles françaises face au Brésil.

Arboriculture : vers un recul de la récolte 2017 en raison du gel

S'agissant de la campagne commerciale en cours, le marché algérien, traditionnellement importateur de golden d'origine européenne, est toujours fermé pour raisons économiques. Les Alpes sont la région française la plus touchée, les stocks y progressent par manque de débouchés. La vague de gel qui a sévi en Europe en avril, notamment en Pologne et en Italie producteurs de golden, permet néanmoins de limiter les effets de la fermeture du marché algérien. Ces pays anticipent le recul de leur récolte 2017 touchée par le gel et gèrent leurs stocks avec parcimonie pour avoir suffisamment de marchandise à vendre au cours de la prochaine campagne commerciale. Un léger retrait est sinon à noter sur les marchés export en raison d'une concurrence internationale plus vive vers le Moyen-Orient, la péninsule Ibérique et le Bénélux. La campagne se déroule normalement sur le marché intérieur. En cumul de la campagne, les prix nu départ sont équivalents à ceux de l'année dernière. Le gel a impacté le potentiel de la prochaine récolte française. Cet impact concerne toutes les variétés mais il dépend de l'état de développement dans

lequel se trouvaient les vergers lorsque le gel a frappé. Une enquête visant à quantifier les dégâts est en cours. Les régions concernées peuvent être segmentées en trois groupes selon l'intensité des pertes : les régions fortement impactées (Alpes, Alsace, Nord et Normandie), les régions peu impactées (Provence, Languedoc Roussillon, Aquitaine Midi-Pyrénées) et les zones intermédiaires où les dégâts peuvent être sensibles (Limousin et Val de Loire). La perte de volumes serait de l'ordre de 15 % en France. Il faut aussi y ajouter le déclassement qualitatif des fruits qui pourrait concerner 10 % des volumes français.

En Europe, outre la France, les principaux pays producteurs sont également touchés par l'impact du gel (Italie, Pologne, Allemagne, Pays-Bas). Les dégâts y sont plus importants qu'en France, la récolte européenne pourrait reculer de 30 % en 2017. Cette situation soutiendra le marché en espérant que la hausse de prix puisse au minimum compenser les pertes de production quantitatives et qualitatives.

Horticulture et pépinières : un printemps 2017 mitigé mais des signaux positifs

En dépit d'une météo favorable, le marché des pépinières est resté timide au cours du printemps en raison d'une demande publique qui manque encore de dynamisme. Dans les jardineries, les achats de produits de pépinières ont par contre été satisfaisants dans l'ensemble. Le temps a été propice aux travaux d'agrément des jardins. Dans le secteur des produits horticoles, le bilan du premier semestre est plus mitigé en Pays de la Loire comparativement aux autres régions françaises. La campagne de commercialisation a très bien commencé avec un très bon mois d'avril, mais le contexte s'est détérioré au cours de la première quinzaine de mai (mois le plus

important) en raison du temps pluvieux. La situation s'est améliorée sur la deuxième quinzaine, positionnant ainsi la saison à un niveau à peu près équivalent à celle de 2016. Bien que pratiquement achevée, la saison se prolonge régulièrement en juin avec notamment la vente des derniers surplus de vivaces, aromatiques, de plants de légumes et de plantes fleuries. Les professionnels de la filière relativisent cette amélioration car elle fait suite à plusieurs années de forte détérioration des marchés. Cette embellie offre néanmoins un point d'appui pour poursuivre les nombreuses actions de la filière visant à renforcer la compétitivité des entreprises.

Légumes : climat normal mais difficile, marchés capricieux mais pas toujours mauvais

Le secteur des légumes frais est toujours un secteur de plus en plus déficitaire en France. Ce déficit a atteint 1 milliard d'euros en 2016 (+7 %), sous le poids d'importations toujours plus coûteuses (2,1 milliards d'euros). Le début 2017 est pire encore (+20 %) à cause du renchérissement des légumes importés.

Après un hiver marqué par les difficultés de production en France comme en Europe du sud, le retour d'un temps plus clément au tout début du printemps a provoqué au contraire le retour d'une offre abondante. Par la suite les fortes gelées d'avril ont ralenti à nouveau les productions françaises. Maintenant les très fortes chaleurs font basculer la



consommation vers les légumes d'été avant même la vraie saison.

La laitue a été déclarée en crise conjoncturelle à partir du 23 mars, avec des cours inférieurs de 18 % à ceux de mars 2016. Par la suite les fortes gelées d'avril ont ralenti à nouveau les productions françaises. Les surfaces en laitues et chikorées baissent un peu chaque année, sur un rythme de 2 à 4 % selon les espèces et les variétés. Dans ce contexte, la campagne de mâche a été satisfaisante au cœur de l'hiver, mais beaucoup plus difficile ensuite, obligeant même à quelques destructions de récolte dans les qualités un peu justes. Mais globalement le bilan sera quand même bien meilleur que celui de l'hiver précédent.

Le poireau connaît un assez net ralentissement des mises en production. Pour notre région la baisse de surfaces est estimée à 5 % sur 2016, et 9 % sur la moyenne 2011/14. La nouvelle campagne de primeurs a débuté difficilement en mai. Le courant d'exportations a été bon en juin, mais avec des prix en baisse sur 2016. Après les chaleurs, on craint une fin de campagne plus difficile. Globalement la saison de primeurs ne tiendra pas les promesses de 2016.

Les marchés de l'échalote et des autres légumes bulbes, se remettent lentement de la crise de 2015. L'année a été correcte. Tout comme pour les radis dont la botte a connu ses prix les plus élevés en janvier et février. Ils ont oscillé ensuite entre 0,40 et 0,60 €, comme les années précédentes, souvent un peu mieux.

La saison des asperges a commencé avec trois semaines d'avance et des prix très inférieurs à ceux de 2016. Courant mai l'équilibre est revenu sur les marchés. Au final ce sera une campagne moyenne, peu comparable à 2016 qui fut excellente.

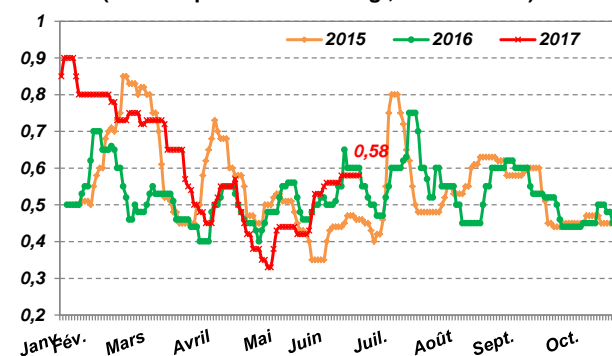
La production nationale de fraises est estimée en baisse de 2 %, avec des surfaces en baisse (-1 %), car de plus en plus, elle est faite sous serres ou tunnels. L'offre régionale est cependant enregistrée en hausse de 9 % sur 2016 grâce aux conditions météorologiques. Destinée essentiellement à la consommation locale, elle a eu parfois du mal à s'écouler du fait de la concurrence sur ces marchés.

Tomates et concombres profitent déjà de l'été précoce. En tomates, pour la campagne en cours, les surfaces cultivées seraient stables mais la production est attendue en baisse, chez nous comme à l'échelon

national (-4 %) à cause d'un mauvais début d'année qui a même provoqué une tension sur les prix dès le printemps. En juin l'offre est devenue cependant plus abondante, surtout en Bretagne. Heureusement les fortes chaleurs activent la consommation. Les prix peinent tout de même à rester au-dessus d'1 € le kilo, prix moyen de juin 2016. Un ralentissement de la demande en cas de rafraîchissement climatique pourrait déséquilibrer les marchés

En concombres, les surfaces nationales se stabilisent mais nos régions Centre et Pays de la Loire (+2 %) compensent les replis dans des régions plus au sud. La production nationale est attendue en hausse de 2 %, davantage sans doute pour nous grâce à de bons rendements. Le début de saison a été marqué par un manque d'offre (prix élevés), puis par des importations en mars-avril pour une demande atone (prix bas). Le marché a alors été déclaré sinistré. Depuis début juin, les prix se sont rapprochés de ceux de 2016, traduisant un rééquilibrage du marché. Pour le moment, l'instabilité n'a pas été trop préjudiciable aux producteurs.

Evolution des prix concombre nantais
(stade expédition 400-500 g ; €/colis de 12)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : RNM

Le début de l'été marque une pause dans la saison pour les légumes de printemps destinés à l'expédition. Mais beaucoup de maraîchers continuent à récolter et à semer pour l'été et l'automne, notamment pour la vente directe. Ils ont été souvent très gênés par les grosses chaleurs et beaucoup craignent des difficultés pour irriguer cet été.

Viticulture : gel en 2016, regel en 2017

Le gel de 2017 n'est pas simplement la réplique de celui de 2016. Des parcelles atteintes en 2016 ont pu y échapper, mais pas toutes car dans l'ensemble ce gel est bien plus sévère que le précédent aussi en Pays de la Loire. Sur certaines parcelles on signale des risques de perte de récolte pouvant aller jusqu'à 100 %.

Le Pays Nantais est encore le plus touché. Le gel a frappé le cœur du vignoble et bien au-delà. Il faut remonter au moins à 1991 pour trouver une situation similaire. La fédération des vins de Nantes estime que 60 % des vignes sont impactées, soit 5 000 ha. Même le vignoble vendéen n'a cette fois pas été épargné. Elle ajoute qu'il faut pratiquement attendre les vendanges pour faire un bilan fiable, tout en

craignant une perte de 50 %, pour la deuxième année consécutive.

En Anjou, la fédération viticole a chiffré les dégâts entre 20 et 30 %, en première estimation au mois de mai. Cette évaluation a été difficile car certaines parcelles, ou coins de parcelle, n'avaient jamais subi le gel jusqu'à ces nuits d'avril 2017 (surtout la seconde vague, du 26 au 28). Le vignoble de Savennières est considéré comme le plus sinistré (70 à 80 %). Le Saumur Champigny (-35 %) et le secteur de l'Aubance-Brissac (20 à 30 %) sont également très impactés. Par contre, le cœur du vignoble, en remontant le Layon, semble presque épargné. Le vignoble de Jasnières en Sarthe perdrait aussi 15 % de son potentiel de récolte.

Depuis le climat évolue de manière plutôt favorable à la vigne et au raisin. Le beau temps a favorisé la floraison et surtout la chaleur et la sécheresse limitent les développements parasites et réduisent sensiblement les besoins de traitement.

Les priorités professionnelles sont aujourd'hui de faire reconnaître les communes sinistrées, puis d'aider les viticulteurs les plus en difficulté. Les pouvoirs publics sont sollicités dans le cadre des dispositifs existants, mais les besoins sont conséquents. Adapter rapidement le dispositif de protection assurancielles devient aussi une nécessité pour que plus d'exploitations y recourent, de même qu'aider les viticulteurs à s'équiper pour la protection des vignes du gel doit permettre de sécuriser les récoltes sur les secteurs les plus gélifs.

La redéfinition des politiques commerciales pour tenir compte de la réalité des volumes disponibles sera le défi des mois à venir. L'équation promet d'être difficile pour les appellations avec peu de stocks qui subissent leur seconde année de gel, car pendant ce temps le commerce continue, mais il a quand même

un peu ralenti : les volumes sortis des chais en mai pour le négoce sont en repli pour beaucoup de catégories de vins ligériens.

Depuis le début de la campagne (1^{er} août 2017), les volumes commercialisés au négoce sur dix mois sont déjà souvent inférieurs à la campagne précédente, (environ 10 % sur les vins d'Anjou, sauf exception) et ce manque n'est pas toujours compensé par une hausse suffisante des prix. Les pertes de chiffres d'affaire sont estimées autour de 5 à 10 % pour les vins rosés, fines bulles et moelleux. A l'inverse, les chiffres d'affaire grimpent de plus de 20 % pour les rouges grâce aux volumes en croissance, et en blancs grâce à des prix en forte hausse, surtout pour les vins nantais. Mais cette conjoncture découlant de la récolte 2016, ne préjuge pas de ce qu'il en sera après la récolte 2017.

En effet, le gel de 2017 a frappé le vignoble national dans une majorité de bassins. D'autres bassins européens n'ont pas non plus été épargnés. Les évaluations des dégâts restent prudentes, mais on se dirige vers des vendanges 2017 déficitaires. Le commerce de tous les vins risque d'en être perturbé. Heureusement, la consommation française de vins tranquilles ne régresse que légèrement : -1,2 % en volume sur six mois de 2016/17, mais +1,4 % en valeur. Seule la commercialisation des vins non AOC (vins de France et vins IGP) est difficile car la concurrence sur les qualités d'entrée de gamme est forte sur un marché français convoité par les espagnols qui ont des disponibilités. Les prix à la production sont en baisse de 3 à 5 % en moyenne sur l'ensemble de ces vins, surtout pour les rouges.

La demande internationale pour les vins français continue de tirer le marché des appellations nationales : sur les huit premiers mois de la campagne, les exportations françaises sont en hausse de 3 % en volume et 6 % en valeur. On surveillera dans les prochains mois l'évolution de ce contexte avec le probable manque d'offre pour certaines qualités.

Tendances de la campagne de commercialisation 2016/17 en Pays de la Loire - sorties de chai pour ventes au négoce uniquement (hors ventes directes), par comparaison à la même période 2015/16 (du 1^{er} août au 31 juillet)

	Effet volume	Effet prix	Incidence chiffre d'affaire
Rosés	--	+	-
Rouges	++	+	+++
Moelleux	--		--
Fines bulles	--	+	-
Autres blancs d'Anjou		+++	+++
Saumur		++++	+++
Muscadets	-	++++	+++
Gros plants	+++	+	++++



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60 Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
 Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57 Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
 Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70 Mail : gilles.lernaigan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
 Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09 Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
 Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28 Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)